

# Impatience des petits producteurs aux portes de l'ONU

**Alimentation** ► «Cela fait quinze ans que nous venons à Genève pour que nos droits soient reconnus par les Nations Unies, la Déclaration doit être signée maintenant!» Au mégaphone, le paysan indonésien Henry Saragih affiche l'impatience du réseau international Via Campesina. Fébriles, une centaine de paysans, pêcheurs, bergers et militants d'ONG multiplient les slogans et les prises de position sur la place des Nations, avant de s'engouffrer dans l'enceinte du palais onusien où s'ouvrira lundi matin une nouvelle ronde de négociations. «J'espère que nous aboutirons dès cette semaine et que la Déclaration pourra être formellement adoptée en 2018», confie Melik Ozden, directeur du Centre Europe tiers-monde (CETIM).

Le projet de texte onusien «sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural» est depuis 2012 en mains d'un groupe intergouvernemental. Si son principe a été validé par le Conseil des droits humains, les pays occidentaux multiplient les freins, se plaignent les militants. Pourtant, la défense des paysans nous concerne tous, assure Geneviève Savigny, «si les agriculteurs avaient la possibilité de nourrir leur famille dignement, ils ne quitteraient pas leurs campagnes ou leur pays». Plus largement, «face à la multiplication des conflits armés et au réchauffement climatique, qui amènent une situation d'instabilité, la garantie des droits paysans est au contraire source de stabilité politique», explique la militante de la Confédération paysanne (France).

**Or, que ce soit en Asie, en Afrique** ou en Amérique latine, la survie même des paysans est en jeu. Si Geetha Devarajan, du Tamil Nadu (Inde), est venue témoigner pour les paysans ruinés qui ont mis fin à leurs jours, «l'Amérique latine

**Agriculteurs, pêcheurs, bergers, ils ont fait le déplacement de Genève pour réclamer une reconnaissance internationale.** BPZ



pleure les paysans assassinés pour avoir défendu leur terre, résisté aux déplacements, revendiqué leurs droits», clame la Nicaraguayenne Aleyda Aragon.

**Le paysan genevois Alexis Corthay** le dit sans ambages: «L'avenir du monde se joue ici. Bien que nous ne soyons pas très nombreux sur cette place, nous représentons des millions de personnes.» «Les paysans familiaux nourrissent l'humanité. Nous leur devons de vivre dignement et de pouvoir continuer à produire notre alimentation dans le respect de l'environnement», renchérit Melik Ozden.

traditions, accès aux ressources, les enjeux du secteur halieutique sont les mêmes que ceux de la terre, estime le jeune Galicien.

Autre renfort, l'Alliance mondiale des peuples nomades indigènes (WAMIP) fait entendre depuis trois ans la voix du monde pastoral au sein de l'ONU grâce à Via Campesina. «Nos intérêts sont communs: comme les paysans, nous défendons notre accès à la terre», témoigne l'Espagnol Fernando Garcia Dory, membre d'un collectif de bergers des Asturies. Et si la défense des semences préoccupe l'agriculteur, la survie des races autochtones inquiète pareillement les éleveurs nomades.

Pour eux, la participation aux décisions politiques, prévue par la Déclaration, est centrale. «Nous nous sommes organisés au niveau mondial en 2007, car nous voulions enfin être entendus.» Et corriger quelques idées reçues: «La Déclaration de l'ONU contre la désertification soutenait que les troupeaux des éleveurs nomades étaient un facteur d'érosion. Nous avons prouvé que c'était faux et que les pasteurs nomades, contrairement aux élevages statiques, pouvaient contribuer à l'amélioration des sols, notamment par la circulation de la matière organique», souligne-il.

Reste que le nomadisme peine à trouver sa place dans une société toujours plus bureaucratifiée et privatisée. La reconnaissance des droits des travailleurs ruraux serait aussi leur victoire.

**BENITO PEREZ**

Deux soirées permettront de rencontrer les délégués des mouvements sociaux et d'ONG présents cette semaine à Genève:

• Mercredi 17 mai, 19 h, Uni Mail: «Echanges de pratiques entre paysans, pêcheurs, peuples nomades et consommateurs» d'Espagne, de Roumanie, du Honduras et du Népal.

• Jeudi 18 mai, 19 h, au Palais Eynard (inscription obligatoire à reservation@uniterre.ch): «Conserver et promouvoir le droit aux semences», en présence de Sandrine Salerno, conseillère administrative de la Ville de Genève, de paysans d'Afrique du Sud, de Suisse, de France, du Sénégal et de deux militants d'ONG.